



Déclaration de boycott intersyndicale

Les OS des Finances Publiques sont particulièrement engagées dans la mobilisation sociale historique qui embrase actuellement notre pays.

Cette lutte est fondamentale pour l'ensemble des travailleurs, comme elle l'est pour les agents des Finances Publiques. Nous aussi, nous refusons de nous faire voler 2 ans de nos vies pour que les entreprises du CAC 40 continuent de voir baisser leurs impôts et ainsi augmenter leurs profits.

Depuis plusieurs années, les médias de masse, véritables chiens de garde de quelques milliardaires, essaient de nous convaincre que le système de répartition n'est finançable qu'avec l'exploitation toujours plus accrue des masses laborieuses.

Nous n'avons jamais été dupes car c'est éluder volontairement, dans le but de manipuler l'opinion, le triplement de la productivité des travailleurs français depuis les années 80. Mais comment admettre qu'un gouvernement qui présente un budget avec 90 milliards d'exonération de cotisation sociale ose ensuite nous demander des sacrifices pour financer l'objet même de la cotisation.

Les agents des Finances Publiques subissent depuis des années les attaques perpétuelles du dogme libéral. Le NRP a fermé nos services de proximité et contraint nos collègues à des mobilités géographiques et fonctionnelles forcées. Notre rémunération a été scandaleusement gelée pendant 12 ans et on devrait se contenter d'une aumône de 3,5 points en 2022. En 2023 avec une inflation à 6,2 % en février dont 13,2 % pour l'alimentation, tout le monde comprend bien la nécessité d'une augmentation générale des salaires sauf le gouvernement.

Pour l'intersyndicale la question de l'augmentation générale des salaires via une revalorisation significative du point d'indice relève de l'urgence sociale.

D'autre part, la loi de transformation de la fonction publique de 2019, fruit d'un fonctionnaire bashing intense, intensifie la guerre idéologique menée par les libéraux contre la fonction publique, ses statuts et sa sécurité de l'emploi. Nous refusons le remplacement de fonctionnaires statutaires par des agents contractuels précaires.

Ne prenez pas pour prétexte une prétendue dimension sociale de la DGFIP qui recrute par voie contractuelle des publics éloignés des concours pour nous faire avaler une doctrine à la France Télécom visant à en finir avec l'idée même du service public.

L'intersyndicale dénonce les nouvelles pratiques d'évaluation professionnelle et la volonté de distinguer et mettre en concurrence les agents entre eux. Nous condamnons la demande faite aux chefs de services de baisser les notations des agents de manière systématique dans les deux ans qui viennent. Cette volonté de rabaisser l'ensemble des agents aura inévitablement des conséquences sur leur motivation et leurs conditions de travail. Pire encore, dans l'hypothèse de la mise en place d'une pseudo-rémunération au mérite, cette évaluation aura des conséquences directes sur les fiches de paye.



Cela remet également en cause les collectifs de travail et le sens du service public. Nous dénonçons les risques psycho-sociaux liés à cette demande de baisser les évaluations de manière arbitraire et généralisée.

D'autre part, nous n'accepterons jamais que nos services soient de plus en plus difficilement joignables pour une très grande partie de nos usagers. Particuliers, professionnels et collectivités locales nous font régulièrement remonter leurs difficultés et la dégradation de leurs rapports avec la DGFIP. Le service public doit être accessible à l'ensemble des citoyens où qu'il se trouve sur le territoire national. L'Aisne n'est pas une réserve pour des citoyens de seconde zone.

Enfin, la dégradation du lien entre l'État et notre territoire, par la fermeture des services publics de proximités, et la difficulté de trouver de véritables interlocuteurs fait naître un terreau fertile pour les idées les plus nauséabondes. Plusieurs enquêtes sociologiques démontrent le lien évident entre l'abandon manifeste de l'État dans certains territoires et la montée du vote d'extrême droite. En affaiblissant son réseau, la DGFIP nourrit la bête fascisante. Dans un département où 3 députés sur 5 portent les couleurs de la haine il est plus que temps que toutes et tous prennent leur responsabilité.

C'est pourquoi nous exigeons : un recrutement statutaire à hauteur des besoins, une augmentation générale des salaires, la réimplantation de structures de proximité de plein exercice sur le territoire, la fin de l'administration qui se veut « tout numérique » et bien entendu, nous exigeons que la réforme des retraites soit abandonnée immédiatement.

Saint-Quentin, le 21 mars 2023.